

La guerre civile espagnole vue par la presse étrangère

Florentina Rodrigo Paredes

Après le succès du soulèvement militaire du 18 juillet 1936, la montée au pouvoir du *caudillo* est suivie avec intérêt par de nombreux pays dont les États Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique. Comment ces pays démocratiques traitent-ils la situation en Espagne et quel regard portent-ils sur le général Franco ? Voient-ils dans l'avancée des troupes rebelles en Espagne une réelle menace de la victoire du fascisme en Europe ? Comment se situent-ils par rapport au pacte de non-intervention dans la guerre espagnole ? En observant la guerre civile espagnole à travers les *Bulletins périodiques* de presse étrangère, outre le traitement journalistique de ces événements, c'est aussi le fonctionnement politico-diplomatique que l'on découvre. Des positions qui restent partagées entre impartialité, regard extérieur, méfiance et craintes autour d'un conflit d'envergure européenne, voire internationale.

Dans la nuit du 17 au 18 juillet 1936 se déclenche en Espagne une insurrection militaire qui aboutira à la chute du gouvernement du Front populaire de la Seconde République espagnole. Le conflit s'enlise pendant trois ans et des puissances étrangères viennent en aide aux deux camps : l'URSS soutient les républicains, l'Italie et l'Allemagne les nationaux. À l'issue de ces trois années, les nationaux, dirigés par le général Franco, remportent la victoire le 1^{er} avril 1939.

Publiés par les ministères de la Guerre et des Affaires étrangères français depuis 1916, les *Bulletins périodiques* passent en

revue l'actualité, traduite au besoin en français¹, et accordent une large place au traitement politique de l'information et à sa dimension internationale. Ils apparaissent ainsi comme une source de référence sur le traitement journalistique de la guerre civile espagnole et nous offrent une réelle « photographie » de l'actualité internationale et une synthèse des attitudes et positionnement de la plupart des pays sur ce conflit.

¹ Les *Bulletins* comprennent des traductions des articles originaux. La qualité de la traduction est variable et manque parfois de nuance.

La presse britannique

Le Royaume-Uni ne prend aucune position sur le conflit espagnol dans un contexte européen marqué par la montée du fascisme et la frilosité des démocraties. En effet, les Britanniques ne souhaitent pas voir se développer de relations hostiles avec l'Allemagne et l'Italie. Au début de la guerre, la presse britannique dénonce la présence communiste dans les rangs républicains et pointe son rôle néfaste en Espagne, face à un gouvernement qui semble avoir capitulé.

Le *Daily Telegraph* du 3 août 1936 indique : « Le cours des événements met le gouvernement de plus en plus sous la coupe des éléments extrêmes du communisme. Ceux-ci représentent une partie si importante de ses troupes que le pouvoir leur appartiendra s'il remporte la victoire. Il est plus facile d'armer une populace que de lui demander ensuite de désarmer². »

Le 5 août, le *Times* s'interroge d'ailleurs sur le désordre régnant en Espagne et sur l'origine possible de ce conflit, augurant un avenir bien sombre pour le pays. En effet, d'un côté, le gouvernement n'a plus d'autorité. De l'autre, on trouve une Église engagée dans une contre-révolution culturelle aux côtés d'une partie de l'armée menée par les généraux Franco et Mola. Selon le journal, ces derniers n'ont ni « flair ni de capacité politique, et entre ces deux extrêmes, le marxisme et le militarisme, le système parlementaire s'est effondré³ ».

Après s'être interrogée sur les origines et la situation au début de la guerre civile, la presse britannique s'attache particulièrement au respect du principe de non-intervention dans ce conflit, mais elle ne se fait guère d'illusion. Le

Times du 8 septembre salue la politique de non-intervention décidée par Léon Blum. Il présente aussi une opinion britannique largement « opposée à prendre parti pour l'un ou l'autre camp ». Il met également en garde contre une « simplification trompeuse » du conflit réduit à un affrontement entre communiste et fasciste au niveau européen.

La presse britannique reste critique envers le camp républicain comme le montrent le *Daily Telegraph* et le *Times*. Le *Morning Post* du 5 octobre, fidèle à sa ligne éditoriale plutôt de droite, se félicite du choix de Franco comme chef des nationaux et n'hésite pas à critiquer les partis de gauche : « Les pédants qui refusent d'admettre qu'un gouvernement non basé sur un Parlement élu par le suffrage populaire puisse être bon condamneront sans doute les projets du général comme étant réactionnaires. Mais cette condamnation ne peut guère être prononcée par nos socialistes et nos travaillistes qui trouvent tant de choses, non seulement à tolérer, mais encore à louer dans la politique actuelle de la Russie⁴. »

Pour la presse britannique, la politique de non-intervention reste fondamentale. Le *Yorkshire Post* du 9 octobre indique que l'absence de prise de position est la meilleure solution : « Il nous est impossible de sympathiser politiquement avec l'un ou l'autre des partis aux prises parce que tous deux représentent une négation complète de tous les principes de gouvernement que nous honorons et défendons et surtout de l'esprit de tolérance qui est essentiel à toutes nos idées de la vie publique⁵. »

Cependant, les titres de la presse de gauche, comme le *Daily Herald*, le *News Chronicle* et le *Daily Worker*, soutenus

2 | *Bulletin périodique de presse anglaise*, 26 juillet au 31 août 1936, p. 10.

3 | *Ibidem*.

4 | *Bulletin périodique de presse anglaise*, 5 au 28 octobre 1936, p. 2.

5 | *Ibidem*.

parfois par des journaux libéraux comme le *Manchester Guardian*, souhaitent une intervention : « Nos sentiments, écrit le *Daily Herald* (6 octobre 1936) — ceux de tous ceux qui croient en la démocratie — sont profondément engagés. Car la lutte qui se livre en Espagne existe entre la démocratie et un type de fascisme particulièrement brutal et réactionnaire. Nous désirons donc ardemment l'intervention — et une intervention poussée jusqu'au bout. »

Au fil de l'évolution de la guerre civile, la presse britannique s'inquiète des intérêts économiques de la Grande-Bretagne. Un article du *Morning Post* du 23 juillet 1937 s'en fait l'écho. Le constat semble sans appel : une entreprise telle que la Société des mines de Río Tinto obtient de meilleurs résultats de production lorsqu'elle est placée sous le contrôle franquiste. On voit bien qu'une partie de la presse britannique ne verrait pas d'un mauvais œil une Espagne franquiste. Les mêmes préoccupations sont observées en 1938 lorsque le correspondant du *Times* fait état, dans un article en date des 21 et 22 avril, de la future organisation de l'Espagne avec un « général Franco [qui] concentre tous les pouvoirs entre ses mains, ce qui assure une unité complète à son gouvernement⁶. »

Au début de l'année 1939, l'armée républicaine est en passe d'être battue. Le 14 février, Neville Chamberlain annonce, devant la Chambre des Communes, que le gouvernement britannique est prêt à reconnaître le gouvernement du général Franco avec l'accord du gouvernement français, tandis que ce dernier est encore hésitant.

Le *Times* du 15 février dénonce la prudence française : « Officiellement l'affaire en reste là. On est un peu déçu que rien de plus net ne soit parvenu

de Paris, mais on se rend bien compte ici que la Grande-Bretagne est pour beaucoup de raisons — politiques aussi bien que géographiques — mieux placée pour faire les premiers pas que ne l'est la France en ce moment⁷. »

Le 20 février, le *Times* parle d'un gouvernement républicain devenu fantôme. Trois jours plus tard, il annonce : « Le gouvernement britannique estime en conséquence que la reconnaissance du général Franco est le meilleur moyen d'arrêter le massacre et de permettre la reconstruction de l'Espagne ». Dès après l'annonce de cette reconnaissance, le 27 février, devant la Chambre des Communes par Neville Chamberlain, le *Manchester Guardian* du 28 février est intraitable et titre « La reconnaissance d'un rebelle ». Il continue d'ailleurs sa critique dans son numéro du lendemain : « Un gouvernement britannique, complètement aveugle à ce qui est légitime et légal, a laissé disparaître en Europe un gouvernement dont les idées étaient semblables aux siennes⁸. »

La presse américaine

La presse américaine s'intéresse tôt aux événements en Espagne. Mais plus encore que de la situation intérieure espagnole, l'opinion américaine se préoccupe des répercussions que la guerre civile peut avoir en Europe. Dans les *Bulletins périodiques* de presse américaine, on observe surtout le point de vue de trois journaux, le *Baltimore Sun*, le *Washington Post* et le *New York Herald Tribune*.

Dès le début du mois d'août 1936, la majorité des quotidiens ont souligné la nécessité de limiter le conflit et ont approuvé l'initiative de non-intervention prise par le gouvernement français. Malgré cette neutralité, le *N. Y. Herald Tribune*, dans son édition du 5 sep-

6| *Bulletin périodique* de presse anglaise, 13 avril au 22 mai 1938, p. 13.

7| *Bulletin périodique* de presse anglaise, 3 février au 5 avril 1939, p. 4.

8| *Ibidem*, p. 6.

tembre, félicite le grand courage dont fait preuve le Front populaire dans son combat contre les forces militaires dirigées par le général Franco. Si le journal reconnaît la dévastation et les crimes perpétrés par les deux camps, une large empathie est clairement exprimée pour le camp républicain⁹. À son tour, le *Baltimore Sun*, dans son édition du 6 septembre exprime déjà une grande certitude : le peuple espagnol vient de perdre le libéralisme et la démocratie. Le journal va plus loin dans l'analyse de la situation craignant l'établissement d'une dictature quel que soit le camp qui l'emporte : « Ce qu'on peut prévoir, avec une certitude raisonnable, c'est que l'espoir de gouvernement libéral en Espagne, qui fleurit avec la chute de la dictature de Primo de Rivera et la fuite d'Alphonse XIII, appartient maintenant au passé. Si le fascisme l'emporte sur le champ de bataille, il y aura une dictature [...] Si le socialisme et le communisme militants l'emportent, il y aura aussi une dictature [...] De nouveau, le libéralisme et la démocratie ont disparu d'une nation européenne¹⁰. »

À partir de 1937, la guerre civile espagnole commence à manquer d'intérêt pour la presse américaine. Seuls les événements les plus marquants sont relayés et commentés (c'est le cas notamment du bombardement de Guernica en avril 1937). Un peu plus tard, le 1^{er} mai, l'administration Roosevelt prend des mesures et impose un embargo sur les armes à destination de l'Espagne.

Dans l'un des *Bulletins* on peut lire : « L'intérêt que porte la presse américaine à la guerre civile en Espagne semble se ralentir de plus en plus. On relève quelques articles sur l'application des mesures de contrôle international

(*Washington Post*, 19 avril), la politique de la Grande-Bretagne (16 avril) et le bombardement de Guernica, qui a vivement ému l'opinion¹¹. [...] »

Le 19 juin 1938, lorsque la guerre civile est moralement perdue par le gouvernement républicain, le *N. Y. Times* s'interroge sur les intentions du général Franco. Le journaliste, M.E.L. James, exprime son scepticisme sur la nature du régime à venir en cas de victoire du général. Une inquiétude qui se révélera prémonitoire : « Quand Franco, si le cas se présente, se retrouvera devant la tâche qui consistera à établir un gouvernement dans un pays où un pourcentage considérable de la population est contre lui, peut-être accueillera-t-il volontiers avis et conseils. Il a fait peu de déclarations au sujet de son régime, sauf, de temps en temps, pour démentir qu'il sera fasciste¹². »

D'autres journaux américains haussent le ton tandis que le conflit espagnol touche à sa fin. Ainsi, le 15 janvier 1939, le *Washington Post* qualifie de fasciste le général Franco et estime logique sa victoire imminente, vu le soutien des troupes italiennes et allemandes. Le journaliste craint l'extension du fascisme en Europe et dans le monde : « [...] le général Franco est politiquement un fasciste. L'aide que lui ont accordée Mussolini et Hitler est dans la logique des choses. Et une victoire de Franco ferait de la péninsule ibérique un tremplin fasciste¹³. »

Le 28 février 1939, le *Washington Post* prend position sur la reconnaissance du gouvernement de Franco. Le journal se réjouit de ce qu'il considère comme la fin de la guerre civile. Pour le quotidien,

11 | *Bulletin périodique* de presse américaine, 3 mars au 4 mai 1937, p. 4.

12 | *Bulletin périodique* de presse américaine, 26 mai au 22 juin 1938, p. 5.

13 | *Bulletin périodique* de presse américaine, 29 décembre 1938 au 29 janvier 1939, p. 7.

9 | *Bulletin périodique* de presse américaine, 1^{er} août au 1^{er} octobre 1936, p. 10.

10 | *Ibidem*.

cette reconnaissance était plus qu'attendue. Il va même jusqu'à souligner que c'était une évidence pour tous les pays démocratiques qui, comme la France ou la Grande-Bretagne, avaient officiellement décidé de ne pas intervenir dans le conflit espagnol. D'après le journal, le camp victorieux doit être reconnu malgré les craintes et les incertitudes que le gouvernement du général Franco laisse planer pour l'avenir : « Beaucoup argueront que la hâte à reconnaître Franco n'est pas de mise ; qu'il a triomphé grâce à l'aide étrangère, et qu'on n'a pas encore de preuve de sa capacité à gouverner le pays. [...] Les démocraties ne peuvent pas sauver la république espagnole en refusant de reconnaître Franco¹⁴. »

Le *N. Y. Times* abonde dans le même sens une fois le conflit officiellement terminé. Dans son numéro du 3 avril 1939, il note que cette reconnaissance était inévitable, mais exprime aussi un manque d'enthousiasme pour le régime de Franco : « La reconnaissance du gouvernement Franco était inévitable. Elle n'implique ni sympathie politique ni approbation morale. C'est la simple reconnaissance d'un état de fait¹⁵. »

La presse belge

Pendant tout le conflit espagnol, la Belgique pratique une politique non interventionniste. La presse belge va rapidement être partagée entre catholico-libéraux et socialistes. Dès le début du mois d'août 1936, elle soutient unanimement l'attentisme du gouvernement Van Zeeland. Le quotidien socialiste bruxellois, *Le Peuple*, en date du 2 août 1936¹⁶, est d'accord avec cette attitude : « Si nous sommes bien renseignés, le

gouvernement belge a estimé prudent d'attendre la décision des gouvernements français et anglais. » Le journal note cependant que les deux belligérants cherchent à trouver des alliés et des armes : « Personne ne s'étonnera du fait que la Belgique, qui possède une industrie d'armes de guerre, ait déjà été sollicitée en vue de la fourniture de matériel aux belligérants. Des émissaires des deux camps antagonistes ont essayé de contracter des marchés avec des fabricants belges de matériel de guerre¹⁷. »

Le quotidien catholico-conservateur, le *XX^e siècle*, dans son édition du 4 août 1936, appelle à une non-intervention des pays démocratiques : « Si l'on veut éviter que des complications internationales de la plus extrême gravité naissent des événements d'Espagne, il faut que toutes les grandes puissances s'abstiennent rigoureusement de prendre parti dans la guerre civile qui déchire la péninsule ibérique. » Dès l'annonce française de non-intervention, la presse belge va se diviser en deux camps : l'un socialiste, favorable à l'intervention et soutenant la cause républicaine, l'autre, catholique et libéral appuyant la non-intervention, sans faire mystère de ses affinités avec les nationaux. Le gouvernement belge décide, à la mi-août 1936, d'imposer des conditions strictes à « l'exportation d'armes et de matériel de guerre » vers l'Espagne. La presse catholique et conservatrice soutient cette mesure.

Le maintien de la neutralité est confirmé par le ministre des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak, au congrès extraordinaire du Parti ouvrier belge (POB) : « La Belgique a observé sa politique de non-intervention avec une loyauté absolue. Elle n'a absolument rien à se reprocher. Mais je crois pouvoir dire que l'opinion publique belge,

14 | *Bulletin périodique de presse américaine*, 24 février au 31 mars 1939, p. 14.

15 | *Bulletin périodique de presse américaine*, 1^{er} avril au 3 mai 1939, p. 26.

16 | *Bulletin périodique de presse belge*, 11 mai au 23 août 1936, p. 14.

17 | *Ibidem*.

sur la question d'Espagne, est profondément divisée. S'il y a beaucoup de nos compatriotes qui se déclarent partisans du gouvernement de Madrid, il en est tout autant qui ne cachent pas leurs sympathies pour Franco¹⁸. »

D'ailleurs en février 1937¹⁹, la presse belge annonce que le gouvernement prend des mesures contre les milices étrangères intervenant dans le conflit connues sous le nom de Brigades internationales : « Il interdit le recrutement, le départ ou le transit de toutes personnes autres que de nationalité espagnole à destination des forces combattantes en Espagne. »

Vers la fin de l'année 1937, un nouveau débat apparaît dans la presse belge : celui des relations qu'entretiennent l'Espagne franquiste et la Belgique. Au Sénat, Charles d'Aspremont-Lynden appelle à l'établissement de relations commerciales avec les franquistes, pour éviter de perdre des parts de marché face à d'autres pays européens. Le 11 décembre 1937, *L'Indépendance belge* reproduit son discours. Il y est dit notamment : « Nos intérêts en Espagne se chiffrent par milliards, répartis dans de nombreuses entreprises électriques, minières, chimiques et de transport. Elles sont toutes sauvegardées en territoire nationaliste, tandis que celles situées en territoire soumis à Valence²⁰ ont été saisies [...] ». »

« Notre commerce en Espagne laissait, avant la guerre civile, une balance favorable pour nous : 290 millions d'exportations contre 150 millions d'importations. Il serait absurde de sacrifier ses avantages à je ne sais quel idéal

politique²¹. » *La Libre Belgique* du même jour approuve pleinement cette position : « Nous avons écrit vingt fois que le gouvernement de Franco exerçant en fait son autorité sur plus de la moitié de l'Espagne, il fallait lui reconnaître la qualité de belligérant. Par identité de motifs il est normal d'établir avec lui des relations consulaires. La Grande-Bretagne, dont l'attitude, depuis le début de la guerre civile espagnole, a été d'une correction parfaite, vient de prendre une initiative de ce genre²². »

Au fil du temps, on constate que la presse catholique et libérale reste très critique envers son gouvernement concernant les relations qu'il entretient avec les autorités de Burgos²³.

Le 2 avril 1938, le *XX^e siècle* déclare : « La Belgique doit être présente auprès du gouvernement nationaliste pour des raisons analogues. Elle n'a pas à protéger des voies impériales en Méditerranée. Mais elle a des intérêts nombreux en Espagne et le gouvernement doit veiller à ce qu'elle n'en soit pas dépouillée en faveur d'autres. Il est urgent de commencer cette politique de présence²⁴. »

En mars 1939, alors que la guerre est quasiment gagnée par les franquistes, le gouvernement belge tarde à légitimer le nouveau régime contrairement à la France et au Royaume-Uni. Retardée par les socialistes belges, cette reconnaissance arrive enfin le 19 mars 1939. On le voit, le conflit espagnol est devenu un symbole des divergences entre la gauche et la droite : catholiques et conservateurs soutiennent le général Franco largement motivés par des raisons économiques, tandis qu'une large

18 | *Bulletin périodique* de presse belge, 24 août au 28 décembre 1936, p. 10-11.

19 | *Bulletin périodique* de presse belge, 9 décembre 1936 au 6 mars 1937, p. 10.

20 | C'est à Valence que le gouvernement républicain s'était établi au moment de la bataille de Madrid en 1937.

21 | *Bulletin périodique* de presse belge, 14 novembre 1937 au 8 mars 1938, p. 12-13.

22 | *Ibidem*.

23 | Burgos est la ville où le général Franco a établi son commandement pendant le conflit.

24 | *Bulletin périodique* de presse belge, 9 mars au 31 mai 1938, p. 8.

majorité du POB soutient les camarades républicains espagnols.

Les *Bulletins* restent ainsi des documents de premier ordre qui nous permettent d'appréhender une vision internationale du conflit espagnol. Tandis que la Grande-Bretagne et la Belgique se réfugient derrière le pacte de non-intervention, les États-Unis dénoncent l'immobilisme européen et perçoivent avec une grande prémonition la guerre mondiale qui se prépare. On observe que les intérêts propres de chaque pays dépassent les principes d'aide et de solidarité dont aurait dû bénéficier un gouvernement démocratique. La passivité internationale, voire la complicité, au bénéfice de la dictature franquiste, dictée par des intérêts particuliers, ne demeure pas un cas isolé dans l'histoire. La peur de la guerre et du communisme aura pour conséquence cette même complaisance coupable qui s'exprimera au cours de la même période face à la montée du nazisme en Allemagne et du fascisme en Italie. Des politiques similaires sont aujourd'hui poursuivies en Europe. On ne peut s'empêcher de penser aux difficultés rencontrées par l'actuel gouvernement grec, pourtant démocratiquement élu, dans sa quête de reconnaissance et dans sa volonté de défendre les intérêts du peuple qui l'a porté au pouvoir.